

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N°001/AONR/MINADER/CIPM/2022 DU **18 OCT 2022** RELATIF A LA
DEMATERIALISATION DES PROCEDURES D'IMMATRICULATION ET DE TENUE DU
REGISTRE DES SOCIETES COOPERATIVES DU CAMEROUN, PHASE I

Financement : BUDGET du FODECC, Exercice 2022

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la révision des procédures d'enregistrement des sociétés coopératives dans les services du registre, exigée par les innovations de l'acte uniforme OHADA relatif aux droits des sociétés coopératives par les Etats partis depuis 2011; le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural lance un Appel d'Offres National Restreint, en vue de la dématérialisation des procédures d'immatriculation et de tenue du registre des sociétés coopératives du Cameroun, phase I.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, consistent à la mise en place d'une plateforme web et mobile pour la dématérialisation des procédures d'immatriculation et de gestion du registre des sociétés coopératives au Cameroun.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations, objet du présent Appel d'Offres, est de six (06) mois.

4. Allotissement

Les prestations sont subdivisées en lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 53 600 000 (Cinquante-trois millions six-cent mille) de francs CFA.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux candidats sélectionnés ainsi de la liste ci-dessous retenue pour l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°001/ASM/MINADER/FODECC/SM/2022 en date du 07/09/2022 pour la présélection d'un Consultant individuel ou d'un Bureau ou Cabinet d'études chargé de la mise en place d'une plateforme web et mobile pour la dématérialisation des procédures d'immatriculation et de gestion du registre des sociétés coopératives au Cameroun pour le compte du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural suivant le tableau ci-après :



Consultant individuel ou Bureau ou Cabinet d'études	Adresse complète
GROUPEMENT MADIA SARL / DUO EXPERTISE SARL	BP : 8857 Yaoundé, TEL : 676 50 95 26
HADRON	BP : 12850 Yaoundé, TEL : 675 188 416 / 651 431 040
GROUPEMENT SYSINFO VISION / GOLD TELECOM	B.P: 14669 Yaoundé, TEL : 696 56 90 79
INTERFACE	BP : 490 Douala, TEL : 675 22 06 52

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le **Budget du FODECC, Exercice 2022.**

8. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, de montant **1 000 000 (un million) francs CFA**, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (**Gouverneur, Préfet, Sous-préfet**), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres. Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINADER, 3^{ème} chalet téléphone : 222 22 16 24 dès publication du présent Avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Service des Marchés du MINADER 3^{ème} chalet Tél. : 222 22 16 24 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **soixante-sept mille (67 000) F CFA**, payable au Poste Comptable du Trésor territorialement compétent.

11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra être parvenue à la Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, au plus tard le **10 NOV 2022** à **14 heures** et devra porter la mention suivante :

18 OCT 2022

**« N°001/AONR/MINADER/CIPM/2022RELATIF A LA
DEMATERIALISATION DES PROCEDURES D'IMMATRICULATION ET DE TENUE DU
REGISTRE DES SOCIETES COOPERATIVES DU CAMEROUN, PHASE I »**

(À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement)

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **10 NOV 2022** à **15 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINADER dans la salle des conférences de la Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles (DESA) sise à l'arrière du bâtiment central. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée. Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de 70% des points.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

- Absence d'une pièce administrative ;
- Absence de la caution de soumission ou non-conformité de la caution de soumission ou non respect du modèle de caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Non satisfaction de 70% des critères essentiels ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un Marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- Délai supérieur au délai prescrit ;
- Non-respect des modèles des pièces (pièces de l'annexe 10) ;
- Absence du prix unitaire quantifié ;
- Absence d'une rubrique de l'offre Financière ;
- Références générales justifiées de l'entreprise dans le domaine :

Le soumissionnaire produira la preuve d'avoir déjà exécuté au moins un (01) Marché/Lettre Commande similaire sur cinq dernières années, durant la période allant de 2017 à 2022, d'un montant dudit Marché ou de ladite Lettre Commande supérieur ou égal à trente (30) millions de francs CFA, les coordonnées du responsable du projet ou du Maître d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies du marché ou

de la lettre commande première page, et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution du Marché ou de la Lettre Commande ou la Mainlevée).

NB : Toutes les pièces doivent être certifiées conformes par une autorité administrative compétente et datant de moins de 03 mois.

14.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques portera sur les principaux critères suivants :

N°	Critères d'évaluation	Pts
01	Présentation du dossier de candidature	05
02	Références du soumissionnaire pour les prestations similaires (au moins 02 PV et 02 copies de contrats enregistrés)	10
03	Qualification et compétence du personnel technique de la structure	35
04	Proposition des modules de formation	20
05	Méthodologie d'intervention	15
06	Logistique de la structure (matériel et équipements, moyens de locomotion, ...)	10
07	Preuve de la surface financière au moins égale à 50% du montant du lot	05
	Note totale du dossier technique	100

Pour qu'une offre soit retenue pour l'analyse financière, elle devra satisfaire tous les critères éliminatoires et au moins 70% des critères essentiels.

Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique. Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de soixante-dix (70) points.

15. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé conformément aux procédures décrites dans le présent DAOR.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

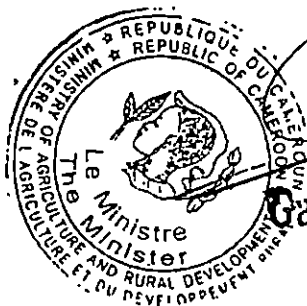
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du MINADER, 3^{ème} chalet téléphone : 222 22 16 24.

Fait à Yaoundé, le **18 OCT 2022**

Le Ministre

Copies :

- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage concerné ;
- Président CIPM ;
- Affichage.



Gabriel MBAIROBE

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°001/RNIT/MINARD/CCODEF/CS/2022 OF 18 OCT 2022 RELATING TO THE
DEMATERIALIZATION OF PROCEDURES FOR REGISTRATION AND MAINTENANCE OF THE
REGISTRY OF COOPERATIVE SOCIETIES IN CAMEROON, PHASE I
FUNDING : PUBLIC INVESTMENT BUDGET OF CCODEF. FISCAL YEAR 2022

1. Subject of the invitation to tender

As part of the revision of the registration procedures for cooperative societies in the registry services, required by the innovations of the OHADA uniform act relating to the rights of cooperative societies by the State parties since 2011, the Minister of Agriculture and of Rural Development is launching a Restricted National Invitation to Tender, with a view to setting up a web and mobile platform for the dematerialization of registration and management procedures for the register of cooperative societies in Cameroon.

2. Nature of services

The services of this contract include the establishment of a web and mobile platform for the dematerialization of registration procedures and management of the register of cooperative societies in Cameroon.

3. Execution deadline

The maximum execution deadline provided by the Contracting Authority shall be six (06) months for the only lot.

4. Allotment

The services shall be divided into one lot.

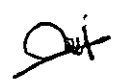
5. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands at **53 600 000 (fifty-three million six hundred thousand) francs CFA** for the only lot.

6. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is restricted to candidates selected from the list below selected for Call for Expression of Interest N°001/ASMI/MINADER/FODECC/SM/2022 dated 07/09/ 2022 for the pre-selection of an individual consultant or an office or consulting firm responsible for setting up a web and mobile platform for the dematerialization of registration and management procedures for the register of cooperative societies in Cameroon on behalf of the Ministry of Agriculture and Rural Development according to the table below:

Consultant individuel ou Bureau ou Cabinet d'études	Adresse complète
GROUPEMENT MADIA SARL / DUO EXPERTISE SARL	BP : 8857 Yaoundé, TEL : 676 50 95 26
HADRON	BP : 12850 Yaoundé, TEL : 675 188 416 / 651 431 040
GROUPEMENT SYSINFO VISION / GOLD TELECOM	B.P: 14669 Yaoundé, TEL : 696 56 90 79
INTERFACE	BP : 490 Douala, TEL : 675 22 06 52



7. Financing

Services forming the subject of this invitation to tender shall be financed by the 2022 Budget CCODEF.

8. Bid bond

Under risk of being rejected, each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring on the list in document 12 of the Tender File of an amount of 1 000 000 (one million) CFA francs, valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of the offers.

9. Consultation of Tender File

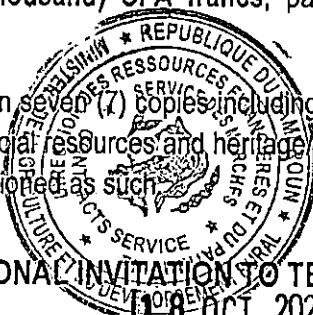
The file may be consulted during working hours at the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé; Telephone 22 22 16 24 as soon as this notice is published.

10. Acquisition of the Tender File

The file may be obtained from the Contracts' Service of the Ministry of Agriculture and Rural Development in Yaoundé; Telephone 22 22 16 24 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of 66 000 (sixty six thousand) CFA francs, payable at a competent treasury accountant department.

11. Delivery of Bids

Each bid drafted in French or English in seven (7) copies including 1 original and 6 copies marked as such should reach the Management of financial resources and heritage Contract's service, not later than the 10 NOV 2022 at 4 pm, and should be mentioned as such.



RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER

N°001/RNIT/MINARD/CCODEF/CS/2022 OF RELATING TO THE
DEMATERIALIZATION OF PROCEDURES FOR REGISTRATION AND MAINTENANCE OF THE
REGISTRY OF COOPERATIVE SOCIETIES IN CAMEROON, PHASE I

"Only to be opened during the tenders opening session"

12. Admissibility of offers

Subject to being rejected, the administrative documents required must be produced in originals or true copies certified by the issuing service or an administrative authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer...) in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender. These documents must not be older than three (03) months preceding the original date of submission of bids or must not have been established after the signing of the tender notice.

In accordance with the prescriptions of this notice and tender file, any incomplete offer in shall be declared inadmissible. This applies especially to the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in two phases. The administrative file and the technical offer shall be opened first followed by the opening of the financial offers of bidders who obtained the minimum required technical score.

The opening of the administrative documents and the technical shall take place on 10 NOV 2022 at 15 pm by the Tenders Board of the Ministry of Agriculture and Rural Development in the conference room of the Department of Agricultural Surveys and Statistics (DESA) located at the back of the central building.

Only bidders can attend or be duly represented by a person of their choice. The opening financial offers shall take place at the end of technical evaluation and shall concern only bidders who must have obtained the minimum score 70% of points.

14. Evaluation criteria

14.1. Eliminary criteria

- Absence of an administrative document;
- Absence of the bid bond or non-compliance of the bid bond model;
- False declaration or falsified documents;
- Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the bids, of a document from the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- Non-satisfaction of 70% of the essential criteria;
 - Absence of the sworn statement of not having abandoned a Contract during the past three (03) years and that the company is not on the list of defaulting companies annually established by the Minister of Public Contracts;
- Deadline longer than the prescribed deadline;
- Non-compliance with the model parts (parts in appendix 10);
- Absence of the quantified unit price;
- Absence of a section of the financial offer;
- General justified references of the company in the field:

The tenderer will provide proof of having already executed at least one (01) similar Contract/Command Letter over the past five years, during the period from 2017 to 2022, for an amount of said Contract or Command Letter greater than or equal to thirty (30) million CFA francs, the contact details of the project manager or the contracting authority as well as the supporting documents (copies of the contract or the first page order letter, and last page, acceptance report certifying the proper execution of the Market or Order Letter or Release).

NB: These documents must not be more than three (03) months old.

14.2. Essential criteria

The evaluation of technical offers will focus on the following main criteria:

N°	Evaluation Criteria	Score
01	Presentation of the application file	05
02	Bidder's references for similar services (at least 02 PV and 02 copies of registered contracts)	10
03	Qualification and competence of the technical staff of the structure	35
04	Proposal of training modules	20
05	Intervention methodology	15
06	Structure logistics (materials and equipment, means of transport, etc.)	10
07	Proof of the financial surface at least equal to 50% of the amount of the lot	05
TOTAL		100

For an offer to be accepted for financial analysis, it must meet all the eliminary criteria and at least 70% of the essential criteria.

Each compliant proposal is assigned a technical score. A proposal is rejected at this stage if it does not meet the minimum technical score of seventy (70) points.

15. Selection method of consultant

The consultant shall be selected by the established budget selection method in accordance with the procedures described in this tender file.

16. Award

The contracting Authority should award the contract to the tenderer whose tender was evaluated the best bid. No bidder can be awarded more than one lot.

17. Validity of offers

Bidders shall remain committed to their offers for 90 days from the deadline set for the submission of tenders.

18. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours from in the Ministry of Agriculture and Rural Development (Department of Studies, Programmes and Cooperation / Contracts' Service); Telephone: 22 22 16 24.

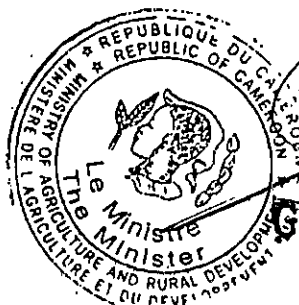


Yaoundé the 18 OCT 2022

The Minister

Copy:

- MINMAP
- ARMP
- Project Owner concerned
- Chairpersons of TB
- Notice boards




Gabriel MBAIROBE